

## **Communiqué de presse**

### **Baromètre de la conjoncture économique de la CTFCI 2018-2019**

## **Optimisme mesuré des adhérents de la chambre Tuniso-Française de Commerce et d'Industrie**

Le baromètre de la conjoncture économique élaboré par la chambre Tuniso-française de commerce et d'industrie (CTFCI) au courant de la période allant du 24 d'octobre au 9 novembre 2018 a permis de recueillir l'avis de la communauté de ses adhérents ( formée aussi bien d'entreprises tunisiennes que Françaises) sur l'environnement des affaires en Tunisie et sur leurs performances pour les années 2018/2019.

Cette enquête a pour ambition de recueillir le sentiment des entreprises adhérentes à la chambre sur plusieurs thématiques afin de mieux cerner les facteurs de compétitivité et de faiblesse, de faire une évaluation des performances des entreprises, de la portée de la nouvelle loi sur l'investissement, entrée en vigueur en avril 2017, d'avoir une appréciation sur les opportunités et les défis de l'adhésion de la Tunisie à l'ALECA. Elle se propose en même temps de dégager une vision sur l'impact de l'instabilité politique sur le climat des affaires, sur les effets induits de la baisse du cours du Dinar, sur la qualité des infrastructures et les prestations fournies par les services administratifs.

Cette nouvelle vague du baromètre a concerné 136 dirigeants adhérents de la CTFCI. Il s'agit d'un échantillon représentatif de la population d'adhérents de la chambre.

Les premières conclusions qui ressortent de cette enquête laissent apparaître un sentiment d'optimisme mesuré chez les chefs d'entreprise sondés.

En effet, malgré les aléas d'une conjoncture économique hésitante et d'un climat politique instable et incertain, les réponses des dirigeants d'entreprise révèlent une résilience des entreprises adhérentes qui ont pu, nonobstant un environnement parfois défavorable et des coûts de facteurs peu satisfaisants, non seulement résister mais créer de la richesse, des emplois, investir et dégager des bénéfices.

Même si les avis des chefs d'entreprises ne sont pas partagés au sujet des perspectives économiques de 2018, on retient que 52% des dirigeants s'attendent à une amélioration contre 38% qui les voient comme moins bonnes qu'en 2017.

Pour corroborer ce sentiment on retient que 58,5% des entreprises s'attendent à une amélioration de leur Chiffre d'affaires en 2018. Pour 2019 ce taux est estimé à 62,1%. En 2017, cette proportion a été de 50,9% en 2017.

En même temps, 45% des entreprises comptent faire de nouveaux investissements, 39% s'attendent à une stagnation de leurs investissements et 15,5% prévoient une baisse.

Pour 2019 un léger mieux et regain d'optimisme avec 53% des chefs d'entreprise qui prévoient une hausse de leurs investissements.

Il faut rappeler qu'en 2017, 48,8% des entreprises ont déclaré avoir enregistré un accroissement significatif de leurs investissements.

En matière de création d'emploi, les chefs d'entreprise sont un peu dans l'expectative, puisque 39,3% tablent sur une augmentation, 48,6% misent sur une stabilisation et 12,5% n'écartent pas une baisse de leurs effectifs. Il faut rappeler qu'en 2017, 39,1% ont annoncé un accroissement des emplois créés.

Cet optimisme se trouve tempéré s'agissant de l'impact de l'instabilité politique sur le climat des affaires. En effet, 68,6% des dirigeants jugent mal l'instabilité politique et gouvernementale, en le considérant comme une source d'attentisme et de manque de visibilité.

Toutefois, ils sont 30,7% à penser que l'impact de ce facteur est sinon faible, insignifiant.

L'autre source de satisfaction relative se perçoit à travers les réponses des chefs d'entreprise sur la situation sécuritaire et le climat social dans le pays. 45,8% se félicitent d'une certaine amélioration des relations sociales, 35,2% parlent d'une dégradation et presque 19% ont préféré ne pas répondre à cette question. S'agissant de la situation sécuritaire, deux tiers, soit 63,4%, des entreprises sondées sont satisfaites de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays et un tiers éprouve encore certaines réserves

## **Le climat des affaires**

Les données recueillies ont révélé que les procédures administratives, et la qualité des infrastructures sont les contraintes majeures au développement des entreprises en Tunisie. En effet, 48,0% des dirigeants considèrent les procédures administratives comme un obstacle au développement de leur entreprise. En second lieu, vient l'environnement des affaires qui s'est dégradé sensiblement à la faveur de l'attentisme qui trouve son origine dans le retard pris dans la mise en œuvre effective aussi bien de certaines réformes que du démarrage des certains projets notamment, dans le cadre de PPP (partenariat public privé) et des limites apparues, un an et demi après, dans la nouvelle loi sur l'investissement.

Quel que soit le secteur, les procédures administratives représentent la contrainte la plus sévère au développement des entreprises. Environ 5 dirigeants sur 10 pensent que les procédures administratives représentent un frein au développement de leur activité.

Ce sentiment concerne particulièrement trois institutions à savoir la douane, l'administration fiscale et la Banque Centrale de Tunisie avec des taux d'insatisfaction respectivement de 48,6%, de 41,4% et 31,4%. L'insatisfaction vient essentiellement des délais des procédures, de leur complexité et de leur manque de transparence. Le même sentiment est exprimé s'agissant de l'instabilité du cadre fiscal et du niveau de pression qui plombe l'investissement et ne l'encourage pas.

### **La qualité des infrastructures :**

En termes d'infrastructures, hormis la distribution électrique, les réseaux téléphonique et internet et l'assainissement, les réseaux routier et portuaire sont perçus comme étant soit défectueux soit d'une qualité au-dessous de la moyenne.

Les réseaux aérien, portuaire et routier représentent les infrastructures les moins satisfaisantes. Pour les infrastructures relatives à ces trois réseaux, une personne seulement sur 10 en est satisfaite. Plus concrètement, 95% des dirigeants considèrent le réseau aérien moyen ou mauvais, 93% sont peu ou non satisfaits du réseau routier et 78% sont insatisfaits du réseau portuaire.

## **Le coût des facteurs**

Les facteurs perçus comme onéreux sont l'énergie, le transport maritime et le transport aérien. En effet, 75%, 65,5% et 60% des répondants perçoivent respectivement l'énergie, le transport aérien et maritime comme source d'érosion de leur compétitivité.

En revanche, la main d'œuvre et les télécommunications sont perçues comme des facteurs compétitifs.

Au sujet de la nouvelle loi sur l'investissement, 69% des chefs d'entreprise pensent la nouvelle loi, entrée en vigueur en avril 2017, est inadaptée nécessitant même une révision en profondeur. 10% seulement considèrent le nouveau cadre comme suffisamment incitatif.

Sur un autre plan, 1/3 des entreprises voient dans la baisse du cours du dinar un facteur compétitif, 11,4% ne ressentent aucun impact et 58,6% perçoivent cette baisse comme un facteur à risque

Au sujet du projet de loi de finances 2019 : 86,7% des chefs d'entreprise croient peu à la trêve fiscale prévue par le PLF 2019 au profit des entreprises, la jugeant sans effet, ou peu efficace Les négociations engagées par la Tunisie avec l'Union Européenne sur l'ALECA sont plutôt perçues avec un certain optimisme par les dirigeants d'entreprise.

71,1% des chefs d'entreprises ne craignent pas des effets négatifs sur leur activité contre 28,9% qui redoutent des effets négatifs possibles.